

Document: EB 2015/115/R.9/Rev.1  
Ordre du jour: 6 a) iv)  
Date: 16 septembre 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Francisco Pichon  
Directeur dans le pays  
Division Afrique orientale et australe  
téléphone: +39 331 687 1650  
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quinzième session  
Rome, 15-16 septembre 2015

---

Pour: Approbation

## Table des matières

|  |     |
|--|-----|
| Sigles et acronymes  | ii  |
| Carte de la zone du programme  | iii |
| Résumé du financement  | iv  |
| Recommandation d'approbation   | 1   |
| I. Contexte stratégique et justification   | 1   |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural  | 1   |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats | 2   |
| II. Description du programme   | 2   |
| A. Zone d'intervention et groupe cible   | 2   |
| B. Objectif de développement du programme  | 3   |
| C. Composantes/résultats   | 3   |
| III. Exécution du programme  | 4   |
| A. Approche  | 4   |
| B. Cadre organisationnel   | 5   |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs                               | 5   |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance  | 6   |
| E. Supervision   | 7   |
| IV. Coûts, financement et avantages du programme   | 7   |
| A. Coûts du programme  | 7   |
| B. Financement du programme  | 7   |
| C. Résumé des avantages et analyse économique  | 10  |
| D. Durabilité  | 10  |
| E. Identification et atténuation des risques   | 11  |
| V. Considérations d'ordre institutionnel   | 12  |
| A. Respect des politiques du FIDA  | 12  |
| B. Alignement et harmonisation   | 12  |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle   | 12  |
| D. Participation à l'élaboration des politiques  | 12  |
| VI. Instruments et pouvoirs juridiques   | 13  |
| VII. Recommandation  | 13  |
| Appendices   |     |
| I. Negotiated financing agreement<br>(Accord de financement négocié)                                   | 1   |
| II. Logical framework<br>(Cadre logique)   | 16  |

## Sigles et acronymes

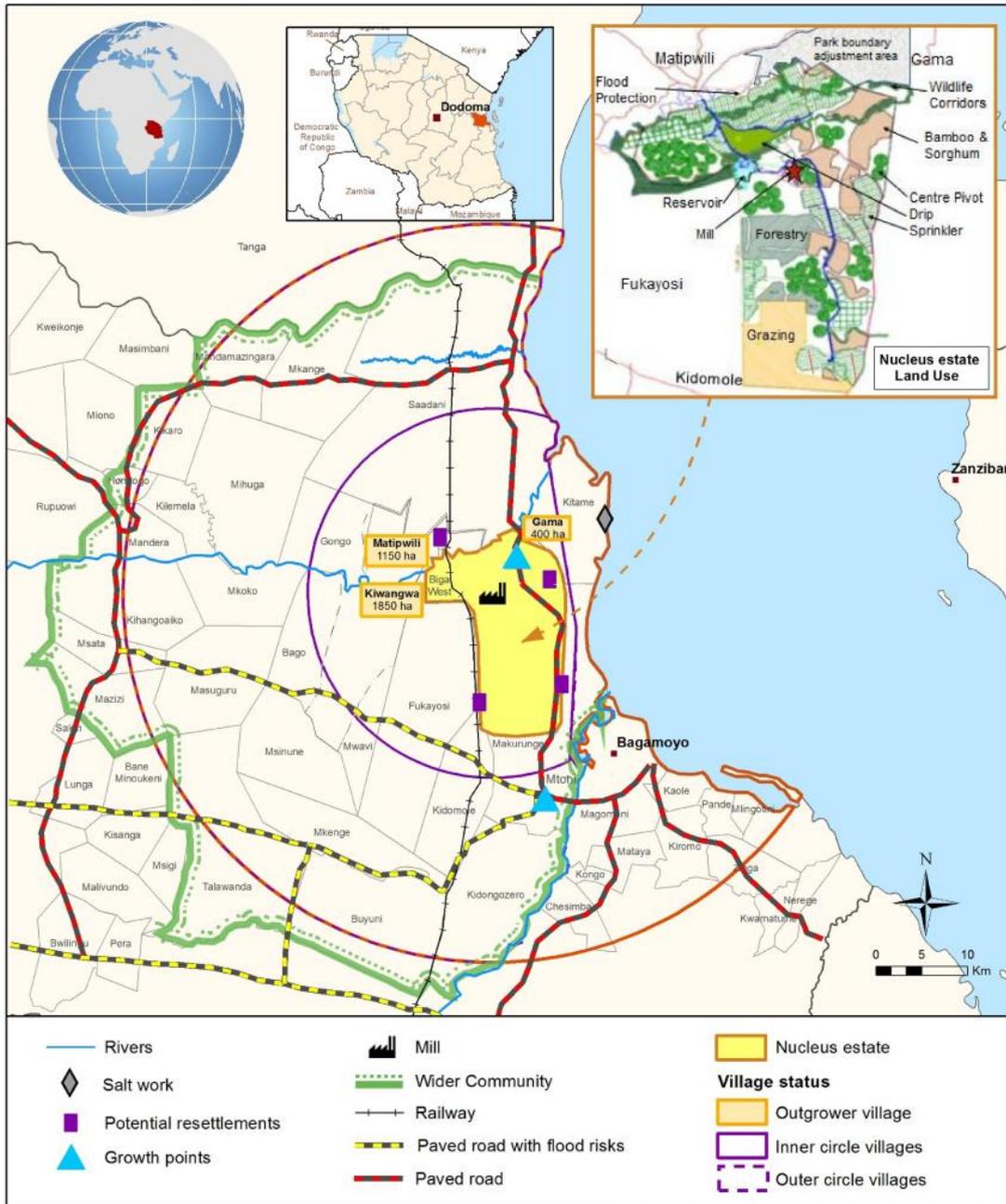
|       |   |
|-------|---|
| 4P    | Partenariat public-privé-producteurs  |
| ASAP  | Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne  |
| ASC   | Comité directeur agricole   |
| BAfD  | Banque africaine de développement   |
| BASIC | Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo |
| BRN   | Big Results Now   |
| CO    | Certificat d'occupation   |
| MAFC  | Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives                          |
| PME   | Petites et moyennes entreprises   |
| PTBA  | Plan de travail et budget annuel  |
| UCGP  | Unité de coordination et de gestion du programme  |

# Carte de la zone du programme

## United Republic of Tanzania

### Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme

President's report



Source: FIDA; 11/08/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République-Unie de Tanzanie

### Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

#### Résumé du financement

|   |   |
|---|---|
| <b>Institution initiatrice:</b>             | FIDA  |
| <b>Emprunteur:</b>                          | République-Unie de Tanzanie   |
| <b>Organisme d'exécution:</b>               | Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives  |
| <b>Coût total du programme:</b>             | 136,5 millions d'USD  |
| <b>Montant du prêt du FIDA:</b>             | 40,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 56,6 millions d'USD)  |
| <b>Montant du don ASAP du FIDA:</b>         | 7,12 millions de DTS (équivalant approximativement à 10 millions d'USD)   |
| <b>Conditions du prêt du FIDA:</b>          | Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an |
| <b>Montant du cofinancement:</b>            | Banque africaine de développement (BAfD):<br>30,1 millions d'USD<br>Banques privées: 19,9 millions d'USD  |
| <b>Conditions du cofinancement:</b>         | Prêt  |
| <b>Contribution de l'emprunteur:</b>        | 15,4 millions d'USD   |
| <b>Contribution des bénéficiaires:</b>      | 4,6 millions d'USD  |
| <b>Institution chargée de l'évaluation:</b> | FIDA  |
| <b>Institution coopérante:</b>              | Supervision directe par le FIDA   |

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo, telle qu'elle figure au paragraphe 52.

## Proposition de prêt et de don à la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République-Unie de Tanzanie enregistre des taux de croissance économique annuelle de 6 à 7% depuis dix ans. Avec des politiques macroéconomiques saines, l'économie est nettement plus ouverte avec un ratio échanges/PIB de 30% en 2011, taux le plus élevé des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le pourcentage de personnes en situation de pauvreté est passé de 33% en 2007 à 28% en 2012. Le pays atteindra trois des sept Objectifs du Millénaire pour le développement: réduire les taux de mortalité des nourrissons et des enfants de moins de cinq ans, lutter contre le VIH/sida et le paludisme et agir contre les inégalités entre les sexes. La jeunesse tanzanienne a presque doublé, passant de 4,4 millions en 1990 à 8,1 millions en 2010 et attendra 11 millions en 2020. Les jeunes représentent actuellement 30% de la population active, principalement dans l'agriculture.
2. En raison de la faible productivité agricole, de l'absence de transformation primaire et de la faiblesse des marchés, le pays importe des denrées alimentaires et des produits animaux. Dans le cadre du Corridor Sud de la croissance agricole de la Tanzanie, le Gouvernement tanzanien s'est engagé à développer rapidement le potentiel agricole de la région. Dans le cadre de son initiative Big Results Now (BRN), il s'est engagé à produire des résultats concrets en matière de développement par le biais d'investissements dans l'agriculture commerciale/des plantations satellites. Pour commercialiser l'agriculture de manière durable et intensifier l'irrigation, le gouvernement doit mettre en œuvre des technologies adaptées au changement climatique permettant d'accroître la productivité pour compenser les risques y afférent.
3. La canne à sucre est la deuxième culture du pays, qui représente près de 4% de la valeur annuelle brute de la production agricole. Le secteur sucrier est l'une des plus grandes industries agroalimentaires et contribue à un tiers de la production brute du secteur de l'industrie alimentaire et à environ 5 à 7% du total de la valeur ajoutée manufacturière. Néanmoins, le pays importe la moitié de ses besoins en sucre, pour un coût de 150 à 200 millions d'USD par an. L'ensemble de l'Afrique orientale et australe est une zone déficitaire en sucre.
4. Le projet sucrier de Bagamoyo. Agro EcoEnergy Tanzania Ltd a mis en évidence une possibilité d'investissements étrangers directs dans la production sucrière en Tanzanie en 2005 et est parvenu à un accord général avec le gouvernement sur un investissement de production et de transformation à grande échelle. S'appuyant sur la politique d'inclusion des petits planteurs adoptée par le gouvernement, l'entreprise a conçu l'usine sucrière pour transformer 40 à 60% en plus de canne à sucre qu'elle ne pouvait en cultiver sur sa plantation mère, en donnant ainsi aux

villages alentour la possibilité de cultiver la canne à sucre. L'ensemble de l'investissement a été conçu comme un partenariat public-privé-producteur (4P) pour remplacer le sucre importé. Il comprend l'aménagement d'environ 11 000 ha de canne à sucre irriguée (un tiers pour les petits planteurs et deux tiers pour la plantation mère) et la construction d'une usine sucrière pour produire du sucre roux, de l'éthanol et de l'électricité pour le réseau national, tout ceci avec des technologies de pointe et dans le respect des normes sociales et environnementales de Bonsucro<sup>1</sup>.

5. Le Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo (BASIC) soutiendra: i) le programme de plantations satellites de l'investissement du 4P à Bagamoyo, en permettant aux petits exploitants de s'engager dans l'agriculture commerciale et d'exploiter les possibilités de commercialisation créées par l'investissement du secteur privé dans la production sucrière; et ii) la diversification des moyens d'existence durables dans la communauté au sens large des agriculteurs, éleveurs et autres groupes ruraux résidant dans un rayon de 40 km de la plantation mère, sans laquelle ceux-ci auraient été oubliés par cet investissement sucrier. Les investissements du BASIC et son attention à l'impact culturel et matériel du programme sur les communautés environnantes ne participant pas directement au programme de plantations satellites devraient mettre en place les conditions permettant aux communautés rurales de Bagamoyo de répondre à la demande créée par l'investissement étranger direct et soutenir leur transformation économique.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Le financement du BASIC représente une évolution dans la manière dont le FIDA, la Banque africaine de développement (BAfD) et le gouvernement favoriseront le développement rural des petits exploitants en Tanzanie. Le programme utilisera une démarche orientée sur le secteur privé s'appuyant sur la fourniture de biens et services dans le respect des délais et du principe d'efficacité et sur une gestion axée sur le rendement. L'une des "grandes idées" de l'initiative BRN pour l'agriculture est la livraison de 25 investissements dans l'agriculture commerciale et les plantations satellites. Le BASIC sera le modèle pour les 24 prochains investissements de BRN. Ainsi, le FIDA soutiendra le gouvernement dans la réalisation d'un modèle commercial sans exclusive favorable aux pauvres visant à développer les plantations satellites, avec une attention accrue accordée à la diversification des moyens d'existence durables et la résilience climatique de l'ensemble de la communauté. Le FIDA apporte de nombreux enseignements tirés de son expérience dans la conception et l'appui à la mise en œuvre du Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu au Swaziland et du Projet de développement de la production d'huile végétale en Ouganda.

## II. Description du programme

### A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le BASIC est géographiquement ciblé pour répondre aux incitations sociales, environnementales et commerciales qui seront créées par l'investissement sucrier. La cible d'intervention couvre 27 villages, où vivent 20 200 ménages ruraux pauvres (91 500 personnes), dans un rayon de 40 km de l'usine sucrière. Cela représente environ la moitié de la superficie du district et 30% de sa population. La zone d'intervention est exposée aux inondations, à la sécheresse, à la baisse des précipitations annuelles et à l'augmentation des températures.
8. Les groupes cibles directs du BASIC comprennent:

---

<sup>1</sup> [www.bonsucro.com](http://www.bonsucro.com).

- Les ménages de petits planteurs de canne à sucre, estimés à 1 500-2 000 ménages participant à des plantations satellites de canne à sucre
- Environ 9 000 ménages produisant d'autres cultures et/ou participant à des activités non agricoles pour fournir de la nourriture et d'autres services à la plantation mère et aux ménages de petits planteurs
- Les femmes, les jeunes et les ménages réinstallés seront les groupes cibles explicites pour l'inclusion dans toutes les activités
- La main-d'œuvre de la plantation mère et des plantations satellites, qui est un groupe cible indirect estimé à 2 300 personnes pour la plantation mère et de 200 à 400 personnes pour les plantations satellites.

## B. Objectif de développement du programme

9. L'objectif global du BASIC est de contribuer à une croissance sans inclusion et à la transformation rurale du district de Bagamoyo en habilitant les villages à saisir les opportunités créées par l'investissement dans la production sucrière. Les effets de cette réponse seront d'augmenter les revenus, d'améliorer les moyens de subsistance et de transformer durablement l'économie rurale, tout en réduisant la dépendance du pays au sucre importé. En utilisant une démarche orientée sur le secteur privé, le programme permettra aux villages participants de développer la culture irriguée de la canne à sucre et l'agro-industrie et d'obtenir des rendements plus élevés et stables pour la production pluviale et l'élevage. Tous les investissements s'appuieront sur la planification participative de l'utilisation des terres et de la sécurité des droits fonciers au niveau villageois afin de promouvoir une gestion durable des terres et des parcours. Faisant appel à un modèle commercial favorable aux pauvres, le BASIC fournira une expertise et un financement renouvelable sur plusieurs exercices en faveur de l'investissement dans des systèmes de production intelligents face au climat<sup>2</sup>. Des efforts intensifs de renforcement des capacités d'encadrement permettront aux agriculteurs et aux éleveurs de devenir membres d'entreprises commerciales modernes, produisant de la canne à sucre, des cultures, du fourrage et des produits de l'élevage et fournissant des services.

## C. Composantes/résultats

10. Composante 1. Développement des plantations satellites de canne à sucre. Cette composante vise à soutenir les agriculteurs dans la création et l'exploitation de 24 plantations satellites rentables. Celles-ci produiront de la canne à sucre et d'autres cultures irriguées sur environ 3 000 ha de terres dans cinq villages, conformément aux normes environnementales et aux bonnes pratiques pour la viabilité de l'entreprise. La démarche suivie par le BASIC en matière de développement de la canne à sucre repose sur l'expérience et les connaissances accumulées dans la région. Les entreprises vendront la canne récoltée en vert (et non brûlée) à Agro EcoEnergy dans le cadre de contrats d'approvisionnement à long terme négociés à des conditions avantageuses.
11. Le programme des plantations satellites a été conçu pour rendre la culture de la canne à sucre à Bagamoyo résistante à l'impact de la variabilité climatique sur le régime pluviométrique qui caractérise la région. Les agriculteurs seront aidés par le biais d'un modèle commercial sans exclusive pour adopter les mêmes technologies agricoles modernes d'irrigation et de récolte en vert que celles appliquées à la plantation mère. Ils choisiront comment s'organiser et recevront des formations en communication de l'information financière, collecte de données météorologiques et surveillance de l'eau, afin d'assurer l'application rationnelle et économique de l'eau d'irrigation, des engrais et autres intrants agricoles.

<sup>2</sup> Les systèmes de production intelligents face au climat utilisent des données climatiques actualisées dans les processus décisionnels.

12. La composante servira à financer: i) le développement des grandes infrastructures pour fournir l'eau d'irrigation et l'électricité à cinq villages de petits planteurs afin d'assurer la disponibilité de l'eau toute l'année, ainsi que des digues de protection contre les inondations pour protéger les investissements réalisés par les plantations satellites contre les effets du changement climatique (financement de la BAFD); ii) la création d'une entité chargée du fonctionnement et de l'entretien des grandes infrastructures et d'activités de renforcement des capacités faveur du développement de plantations satellites; et iii) le développement au niveau des exploitations de la culture irriguée de la canne à sucre et de leur équipement avec du matériel agricole et des systèmes d'irrigation appropriés.
13. Composante 2. Développement communautaire réduisant la vulnérabilité au changement climatique. Cette composante vise à soutenir la diversification des moyens d'existence durables pour l'ensemble de la communauté des agriculteurs, éleveurs et autres groupes ruraux. L'investissement d'Agro EcoEnergy et des petits planteurs de canne à sucre insufflera une nouvelle dynamique à l'économie de Bagamoyo, donnant lieu à une augmentation de la demande de denrées alimentaires, de produits animaux et de services. Les principaux investissements réalisés dans la planification de l'utilisation des terres au niveau des villages, la sécurité des droits fonciers et la gestion durable des ressources naturelles garantiront que l'ensemble de la population du district puisse tirer avantage des investissements prévus dans les infrastructures tout en bénéficiant d'un soutien dans la création d'entreprises agricoles et de petites et moyennes entreprises (PME). Les membres des groupes d'agriculteurs seront encadrés soit pour exploiter leur propre entreprise agricole soit pour s'organiser en entreprises agroalimentaires opérant sur une base entièrement commerciale. Toutes les initiatives financées au titre du programme auront recours à des technologies améliorées adaptées au changement climatique pour accroître durablement la productivité et créer de la valeur ajoutée.
14. La composante: a) financera une planification de l'utilisation des terres au niveau des villages et l'attribution de titres de propriété pour permettre à chacun des 27 villages du programme d'obtenir des titres fonciers villageois et établir des bureaux d'administration foncière autorisés à délivrer des certificats de droit coutumier d'occupation aux villageois, ainsi qu'aux petits planteurs et aux groupes agroalimentaires; b) soutiendra les investissements intelligents face au climat effectués par les villages dans les infrastructures, les technologies appliquées au niveau des ménages et démonstrations sur le terrain; c) fournira des services de conseil aux entreprises et un renforcement des capacités pour les agroentreprises et la création de PME; d) mobilisera des sources de financement pour créer un nombre estimé de 22 entreprises agricoles rentables et 500 PME utilisant des techniques intelligentes face au climat pour parvenir à une croissance stable de la production et des revenus dans l'ensemble de la communauté; et e) soutiendra le renforcement institutionnel au niveau du district. Ensemble, ces investissements enclencheront le processus de transformation rurale nécessaire pour soutenir le développement économique de la population rurale tout en améliorant les revenus, les actifs et la création de richesses dans le district.

### III. Exécution du programme

#### A. Approche

15. Conformément aux politiques agricoles du gouvernement, le BASIC a été conçu comme un programme orienté sur le secteur privé pour garantir la viabilité financière à long terme et la durabilité des investissements du programme. Les entreprises seront l'instrument permettant d'appliquer à plus grande échelle les connaissances, la technologie et la durabilité environnementale. Le principal facteur de réussite pour les entreprises est leur capital humain. Le BASIC prévoit donc d'investir des ressources importantes dans le renforcement des capacités pour le

développement des compétences et l'inclusion des jeunes, ainsi que le suivi étroit et l'encadrement pour la formation des groupes et la création des entreprises.

16. Un réseau de relations d'affaires est à la base des entreprises qui réussissent. Pour encourager le développement de relations entre les entreprises et les banques commerciales dès le départ, le BASIC fournira un appui pour l'élaboration de propositions commerciales crédibles de financement par le système bancaire, ainsi que de financement pour couvrir les coûts supplémentaires des machines et des technologies pour une agriculture de conservation intelligente face au climat. La stratégie de financement consiste à utiliser les ressources du programme pour mobiliser des prêts auprès du système bancaire en vue de financer des investissements bancables par les plantations satellites et les entreprises agroalimentaires, en assurant que la résistance aux aléas climatiques est couverte dans la composante investissement de tous les plans d'activité. Cela permettra au secteur financier de couvrir progressivement le coût total des investissements intelligents face au climat, ce qui contribuera à la viabilité à long terme des initiatives financées.

## B. Cadre organisationnel

17. Surveillance du programme. Le Comité directeur agricole de BRN (BRN-ASC), au sein du Presidential Delivery Bureau de BRN, sera le mécanisme de coordination pour travailler entre les ministères afin de produire des résultats au regard des objectifs déjà fixés dans le cadre des politiques de développement du gouvernement. Compte tenu de son rôle de premier plan et sa capacité actuelle, l'ASC sera chargé de superviser l'exécution du programme. Il est habilité à appeler tous les ministères et organismes publics à résoudre les blocages. Le ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives (MAFC) présente régulièrement des rapports au BRN par le biais de l'ASC sur les progrès qu'il réalise dans la mise en œuvre de ce programme phare. L'ASC examinera les progrès du programme chaque année par le biais de rapports de situation et la réalisation du plan de travail et budget annuel (PTBA).
18. Exécution du programme. Le programme sera exécuté par le MAFC par le biais d'une unité de coordination et de gestion du programme (UCGP) autonome, mise en place dans le district de Bagamoyo. Les modalités de mise en œuvre pour chacune des activités ont été élaborées conformément à la capacité et responsabilité institutionnelle dans le pays, tout en visant à renforcer les connaissances sur les pratiques intelligentes face au climat et la prestation de services au niveau du district. Pour les activités commerciales, il est prévu des efforts intensifs de renforcement des capacités des prestataires de service recrutés au niveau régional. L'UCGP sera responsable de la gestion financière des prêts de développement de la BafD et du FIDA et du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) à travers un système unifié de surveillance, de comptabilité, de passation de marchés et d'information financière.

## C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. Planification. Les principaux outils de planification du BASIC seront le cadre logique, le cadre de suivi-évaluation (à élaborer pendant les six premiers mois de mise en œuvre) et le PTBA axé sur les résultats (PTBA-AR). L'exécution du PTBA-AR se reflétera dans le cadre de suivi-évaluation et fera l'objet de rapports réguliers. Le cycle de planification, suivi et communication favorisera une gestion efficace et la réalisation des résultats convenus.
20. Suivi-évaluation. Le système de suivi-évaluation du BASIC fournira des renseignements analysés pour la gestion axée sur les résultats et la prise de décisions. Le système sera participatif et inclura des contributions des services du district de Bagamoyo, des prestataires de service de renforcement des capacités, des entreprises agroalimentaires et des plantations satellites et un programme de

suivi externe et indépendant. Le BASIC respectera le système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA, y compris par la réalisation des études de référence et la présentation de rapports réguliers au FIDA sur les progrès réalisés. Il pilotera le nouvel outil multidimensionnel d'évaluation de la pauvreté.

21. Apprentissage et gestion des savoirs. Le BASIC mettra en place un certain nombre de démarches innovantes qui seront diffusées par le biais de divers produits de savoir et de communication. Pour la production de canne à sucre, la gestion des savoirs sera soutenue par les institutions sucrières existantes et mettra l'accent sur l'expérience acquise en aidant les agriculteurs à mettre en commun leurs biens fonciers et à installer des systèmes d'irrigation, introduire la mécanisation, pratiquer la culture intelligente face au climat de la canne à sucre, récolter en vert, préparer des plans d'activité et obtenir des financements commerciaux. La même démarche sera suivie dans le partage de l'expérience acquise et des difficultés pour les entreprises agroalimentaires et d'autres groupes dans l'ensemble de la communauté.
22. Suivi externe et dialogue multipartite. L'Institut de Stockholm pour l'environnement (ISE) et le Forum agricole des acteurs non étatiques (ANSAF) tanzanien assureront un suivi environnemental et social interne à long terme pour évaluer l'impact des investissements dans l'agriculture commerciale/les plantations satellites sur les communautés concernées et les régions avoisinantes et vérifieront le rendement du 4P. Le suivi se concentrera sur quatre domaines clés de la durabilité (moyens de subsistance, énergie et bilan des gaz à effet de serre, ressources en eau et biodiversité) et inclura une évaluation de l'impact environnemental et socioéconomique du programme dans son ensemble. Les informations générées permettront une analyse sociale et environnementale fondée sur des données objectives à l'appui des processus de prise de décisions et d'élaboration des politiques pour cet investissement et d'autres similaires.
23. Le soutien apporté par le BASIC sera complété par trois dons du FIDA visant à
  - i) soutenir le MAFC dans la préparation à la mise en œuvre du démarrage du programme, y compris en effectuant une sensibilisation sur le terrain conjointement avec les autorités de district, en entreprenant des activités de planification participative de l'utilisation des terres et en préparant des directives détaillées pour la mise en œuvre du programme; ii) permettre à l'ISE et à l'ANSAF d'établir une base de référence environnementale et sociale et de développer le programme complet pour la durée de l'investissement; et iii) renforcer une gouvernance foncière propice à un développement agricole sans exclusive et à une gestion durable des parcours, avec la participation au partage des connaissances des organisations partenaires locales, des universitaires et des groupes de la société civile par l'intermédiaire de l'apprentissage et d'un dialogue multipartite.

#### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

24. Le personnel de l'UCGP possédera l'expertise technique, financière et en matière de passation des marchés nécessaires pour mettre en œuvre les activités prévues. Il gèrera les fonds du FIDA et ceux de la BAfD, qui seront versés de manière parallèle. Pour la comptabilité et la budgétisation, l'unité aura son propre système comptable informatisé, capable d'attribuer les coûts par composante et par source de financement. Pour les activités mises en œuvre par le district, la comptabilité utilisera les dispositifs de gestion financière de l'État, au niveau du district et fera l'objet d'audits internes.
25. Audits externes. Des audits seront effectués par l'Auditeur général directement ou par des cabinets privés jugés satisfaisants par le FIDA. Les audits actuels sont jugés satisfaisants. L'audit sera effectué conformément aux directives du FIDA et fournira des opinions sur les états financiers du programme, les opérations du compte désigné et l'utilisation de la procédure des relevés des dépenses.

26. Gouvernance et lutte contre la corruption. Les mesures spécifiques d'atténuation des risques fiduciaires identifiés incluent: a) un système comptable informatisé à l'UCGP; b) des mécanismes de contrôle par des rapports trimestriels, ventilés par activité, envoyés au district, en utilisant les fonctions de contrôle du système comptable informatisé de l'État; c) l'inclusion dans les audits internes du MAFC et du district de Bagamoyo; et d) des audits externes annuels, le FIDA s'engageant auprès de l'Auditeur général sur les attentes.
27. Passation des marchés. Le FIDA, la BAfD et le gouvernement ont accepté de mandater Agro EcoEnergy pour la passation des marchés de services de conception, l'achat de matériel et la construction d'ouvrages de génie civil pour le programme des plantations satellites, ce qu'Agro EcoEnergy entreprendra conformément aux directives du FIDA/de la BAfD. Cela garantira des normes de construction et de préparation des terres équivalentes à celles de la plantation mère (pour la digue et les routes de transport), ainsi que la compatibilité avec le matériel d'irrigation et la séquence d'exécution et l'achèvement en temps opportun des travaux d'infrastructure. Cela facilitera aussi la mise en commun du stockage des pièces de rechange<sup>3</sup> et du fonctionnement et de l'entretien des pompes et autres équipements. Tous les autres marchés au titre du programme seront passés par le MAFC avec l'appui technique de l'UCGP. Un résumé du plan de passation des marchés sur trois ans a été établi.

#### E. Supervision

28. Le BASIC sera directement supervisé par le FIDA deux fois par an et suivi de près par l'équipe de gestion du programme de pays du FIDA. La supervision et l'appui à l'exécution se concentreront dans un premier temps sur les points suivants: a) veiller à ce que les deux prestataires de service de renforcement des capacités pour le développement des plantations satellites et des entreprises agroalimentaires soient recrutés dans les neuf mois suivant la signature du prêt; b) fournir un appui technique direct à l'UCGP pendant la première année de mise en œuvre; c) veiller à ce que le programme adapte ses interventions aux facteurs exogènes; d) lever les contraintes sur les activités du programme; et e) fournir un appui axé sur les savoirs en matière de bonnes pratiques et d'exemples de réussite.

### IV. Coûts, financement et avantages du programme

#### A. Coûts du programme

29. Le total des investissements et des charges récurrentes, y compris les imprévus, est estimé à 136,5 millions d'USD, avec une part en devises de 35,3 millions d'USD. La durée d'exécution du prêt de la BAfD est de cinq ans. Étant donné le temps nécessaire pour financer le développement des infrastructures et renforcer les capacités humaines, la durée du prêt du FIDA et du don ASAP est de neuf ans. La composante développement des plantations satellites de canne à sucre représente 88,7 millions d'USD, soit 65% des coûts de base, et la composante développement communautaire réduisant la vulnérabilité au changement climatique 34,4 millions d'USD, soit 25% des coûts de base. Les comptes coordination et gestion du programme représentent 13,4 millions USD, soit 10% des coûts de base.

#### B. Financement du programme

30. Financement du secteur privé. Le financement total pour la part du secteur privé de l'investissement est d'environ 542 millions d'USD. Un consortium de banques dirigé par le département du secteur privé de la BAfD financera 320 millions d'USD sous la forme de prêts commerciaux et mixtes à Agro EcoEnergy. Agro EcoEnergy a dépensé environ 41 millions d'USD en travaux préparatoires et de conception et a obtenu un prêt-relais de 56 millions d'USD de la Stanbic Bank en 2014.

<sup>3</sup> Agro EcoEnergy se chargera du stockage des pièces de rechange, et les plantations satellites et l'organisme responsable du fonctionnement des grandes infrastructures seront en mesure de les acheter.

31. Dans le cadre d'un accord passé avec Agro EcoEnergy prévoyant l'utilisation des terres comme garantie, le gouvernement a offert des terres appartenant à l'État pour la plantation mère en vertu d'un certificat d'occupation (CO), au titre de sa contribution au programme. Aux termes du CO, Agro EcoEnergy paiera un loyer d'environ 31 000 USD par an pour la durée du bail, sous réserve d'un examen périodique par le Commissaire des terres. Le CO prévoit que le gouvernement recevra 10% des parts de la société une fois que les opérations commerciales auront débuté. La participation du gouvernement augmentera pour passer à 25% 18 ans après le début des opérations commerciales de la sucrerie.
32. Financement du programme. Un prêt de la BAfD d'un montant de 30,1 millions d'USD servira à financer le coût de la conception et de la construction des grandes infrastructures. Un prêt de 56,6 millions d'USD du FIDA servira à financer le développement des plantations satellites, le développement de communautés résilientes au changement climatique, et la coordination du programme. Un don ASAP de 10 millions d'USD soutiendra des activités de développement intelligent face au climat, de formation et de renforcement des capacités dans le cadre de la deuxième composante. Environ 19,9 millions d'USD seront mobilisés auprès des banques commerciales pour fournir du financement aux plantations satellites et aux entreprises rurales dans l'ensemble de la communauté. Le gouvernement versera environ 15,4 millions d'USD en financement de contrepartie. La contribution des bénéficiaires est estimée à 4,6 millions d'USD, mais une fois que les agriculteurs auront remboursé leurs prêts commerciaux au système bancaire, leur contribution au programme atteindra presque 24,5 millions d'USD, soit 17,7% des coûts totaux.
33. Le tableau 1 présente les coûts du programme par composante et par source de financement, et le tableau 2 les coûts du programme par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau 1

**Coût du programme par composante et par source de financement**

(en milliers d'USD)

| <i>Composante</i>  | <i>Prêt du FIDA</i> | <i>ASAP</i>    | <i>BAfD</i>    | <i>Gouvernement</i> | <i>Banques et entreprises</i> | <i>Agriculteurs et entreprises</i> | <i>Total</i>   |
|--|---------------------|----------------|----------------|---------------------|-------------------------------|------------------------------------|----------------|
|  | <i>Montant</i>      | <i>Montant</i> | <i>Montant</i> | <i>Montant</i>      | <i>Montant</i>                | <i>Montant</i>                     | <i>Montant</i> |
| 1. Développement de plantations satellites de canne à sucre                        | 27 800              |                | 29 800         | 11 200              | 16 000                        | 3 800                              | 88 700         |
| 2. Développement communautaire réduisant la vulnérabilité au changement climatique | 16 500              | 10 000         |                | 3 300               | 3 800                         | 800                                | 34 400         |
| 3. Coordination et gestion du programme  | 12 400              |                | 200            | 800                 |                               |                                    | 13 400         |
| <b>Total</b>   | <b>56 600</b>       | <b>10 000</b>  | <b>30 100</b>  | <b>15 400</b>       | <b>19 900</b>                 | <b>4 600</b>                       | <b>136 500</b> |

Tableau 2  
**Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en millions d'USD)

|  | Gouvernement |             | BAfD        |             | Prêt du FIDA |             | Don ASAP du FIDA |            | Banques et entreprises |             | Agriculteurs et entreprises |             | Total        |              |
|--|--------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|------------------|------------|------------------------|-------------|-----------------------------|-------------|--------------|--------------|
|  | Montant      | %           | Montant     | %           | Montant      | %           | Montant          | %          | Montant                | %           | Montant                     | %           | Montant      | %            |
| <b>I. Dépenses d'investissement</b>                        |              |             |             |             |              |             |                  |            |                        |             |                             |             |              |              |
| A. Travaux de génie civil                                  | 7,1          | 14,5        | 22,7        | 46,5        | 15,5         | 31,8        | 3,5              | 7,1        | -                      | -           | -                           | -           | 48,7         | 35,7         |
| B. Véhicules   | 0,6          | 17,8        | -           | -           | 1,9          | 60,1        | 0,7              | 22,1       | -                      | -           | -                           | -           | 3,1          | 2,3          |
| C. Équipement et fournitures                               | 6,1          | 17,9        | 4,8         | 14,0        | 1,0          | 2,9         | 0,3              | 0,8        | 19,9                   | 58,1        | 2,2                         | 6,3         | 34,2         | 25,1         |
| D. Dons et subventions                                     |              |             |             |             | 5,9          | 100,0       |                  |            |                        |             |                             |             | 5,9          | 4,3          |
| E. Consultants   | 0,9          | 4,3         | 2,4         | 12,0        | 13,0         | 65,5        | 3,6              | 18,2       | -                      | -           | -                           | -           | 19,9         | 14,6         |
| F. Formation et ateliers                                   | 0,1          | 1,9         | -           | -           | 3,9          | 73,5        | 1,3              | 24,6       | -                      | -           | -                           | -           | 5,3          | 3,9          |
| G. Salaires et indemnités                                  | 0,6          | 6,7         | 0,2         | 2,6         | 7,6          | 83,1        | 0,7              | 7,6        | -                      | -           | -                           | -           | 9,1          | 6,7          |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>                     | <b>15,3</b>  | <b>12,1</b> | <b>30,1</b> | <b>23,8</b> | <b>48,7</b>  | <b>38,6</b> | <b>10,0</b>      | <b>8,0</b> | <b>19,9</b>            | <b>15,8</b> | <b>2,2</b>                  | <b>1,7</b>  | <b>126,2</b> | <b>92,4</b>  |
| <b>II. Charges récurrentes</b>                             |              |             |             |             |              |             |                  |            |                        |             |                             |             |              |              |
| A. Dépenses opérationnelles                                | -            | -           | -           | -           | 5,5          | 100,0       | -                | -          | -                      | -           | -                           | -           | 5,5          | 4,0          |
| B. fonctionnement et entretien des grandes infrastructures | 0,0          | -           | -           | -           | 2,4          | 49,7        | -                | -          | -                      | -           | 2,4                         | 49,7        | 4,8          | 3,5          |
| <b>Total coûts récurrents</b>                              | <b>0,0</b>   | <b>-</b>    | <b>-</b>    | <b>-</b>    | <b>7,9</b>   | <b>76,5</b> | <b>-</b>         | <b>-</b>   | <b>-</b>               | <b>-</b>    | <b>2,4</b>                  | <b>23,2</b> | <b>10,4</b>  | <b>7,6</b>   |
| <b>Coût total du programme</b>                             | <b>15,4</b>  | <b>11,3</b> | <b>30,1</b> | <b>22,0</b> | <b>56,6</b>  | <b>41,5</b> | <b>10,0</b>      | <b>7,3</b> | <b>19,9</b>            | <b>14,6</b> | <b>4,6</b>                  | <b>3,3</b>  | <b>136,5</b> | <b>100,0</b> |

## C. Résumé des avantages et analyse économique

34. Le taux de rentabilité économique a été estimé à 14% et justifie l'investissement. L'analyse de sensibilité a été liée à l'analyse des risques. Le principal risque est la disponibilité de l'eau tant pour le développement de la canne à sucre irriguée que des cultures pluviales. Une année de sécheresse importante pourrait conduire à une baisse des bénéfices. L'analyse de sensibilité montre une baisse du taux de rentabilité économique de 6% pour une année de sécheresse sur dix avec une perte totale des récoltes et un relèvement sur deux ans, et une baisse de 9% pour une année de sécheresse sur cinq, avec des rendements de 50% et un relèvement l'année suivante. Cette analyse montre que le BASIC est viable aussi bien sur le plan financier qu'économique.
35. Entre 8 200 et 10 800 ménages, soit un peu plus de la moitié des ménages résidant dans la zone du programme, profiteront directement de la création de nouveaux moyens de subsistance liés aux investissements de base du programme, soit par la participation dans leurs propres entreprises rurales soit par les emplois créés. Le BASIC augmentera quatre à dix fois, le revenu des ménages de petits planteurs, créant ainsi par contre-coup d'importantes incitations au développement pour d'autres ménages dans l'ensemble de la communauté.
36. L'accès aux technologies adaptées au changement climatique, la planification de l'utilisation des terres et une meilleure sécurité foncière apporteront un certain nombre d'avantages non quantifiables. Par l'introduction de techniques d'agriculture et d'élevage adaptées au changement climatique, la productivité augmentera et se stabilisera, ce qui améliorera les revenus des ménages et les aidera à mieux résister aussi bien à la sécheresse qu'aux inondations. Les familles augmenteront leur richesse, parce qu'elles détiendront des titres de propriété bancables et négociables pour leurs terres agricoles.
37. Les conditions de vie s'amélioreront aussi grâce au développement des infrastructures villageoises, y compris un meilleur accès à l'eau et sa plus grande disponibilité pour les ménages en saison sèche, de meilleurs services d'assainissement et d'élimination de déchets tant au niveau du village qu'à celui du ménage et une réduction de la charge de travail pesant sur les femmes et les jeunes. Ces investissements stimuleront également leurs propres emplois, en ce qui a trait au besoin d'artisans et d'entretien.

## D. Durabilité

38. La démarche consistant à aider les agriculteurs à s'organiser en sociétés de petits planteurs et en entreprises agroalimentaires enregistrées, avec des plans d'activité crédibles liés au système bancaire, vise à établir les relations commerciales à long terme qui assurent la prospérité des entreprises. Le financement supplémentaire de l'ASAP démontrera que les techniques de l'agriculture de conservation intelligente face au climat se justifient d'un point de vue commercial, afin qu'elles fassent désormais partie des conditions de prêt du financement de l'agriculture par les banques.
39. Toutes les technologies adoptées dans le cadre du BASIC mettent l'accent sur la durabilité environnementale et une meilleure résistance à l'évolution du climat. Pour la canne à sucre, une politique de non-brûlage sera mise en place pour le défrichement des terres, et la récolte en vert réduira les émissions de gaz à effet de serre et, au bout du compte, les quantités d'intrants agricoles nécessaires. Le secteur privé mettra en œuvre les normes ISO 14001 et vise la certification Bonsucro pour la plantation mère et les plantations satellites. La cogénération, qui consiste à produire de l'énergie renouvelable aux fins d'usage interne et d'exportation vers le réseau national, est une technologie durable soutenue par le programme.

## E. Identification et atténuation des risques

40. Du fait des liens entre les investissements d'Agro EcoEnergy et de la BAfD, le BASIC comporte des risques internes et externes à divers degrés. L'intervention du FIDA vise à aider les petits agriculteurs à mieux utiliser leurs principaux atouts pour tirer parti des technologies adaptées au changement climatique, des marchés et des capitaux de l'investissement privé et du secteur du financement, sans mettre leurs actifs en péril et en renforçant leur résilience face au changement climatique. L'accent sur la planification participative de l'utilisation des terres et une meilleure gouvernance foncière, un suivi externe, ainsi qu'un dialogue et un apprentissage multipartites garantiront également que les communautés locales soient en mesure de prospérer de leurs ressources naturelles tout en gérant les risques et en en tirant le plus grand bénéfice possible. Les principaux risques et mesures d'atténuation ont été définis comme suit:
41. Il est possible que l'attribution de titres de propriété nécessaire à la création des coopératives de petits planteurs prenne du retard. Atténuation: une consultation des parties prenantes est en cours depuis 2009, et le processus d'arpentage et de délimitation des villages pour les quatre villages de petits planteurs et les cinq villages du cercle intérieur est achevé. Un apprentissage important a eu lieu, et les mesures requises pour mener à bien l'attribution de titres de propriété ont été définies et seront financées dans le cadre du programme, ce qui signifie que le processus est réalisable au rythme que les villages sont prêts à suivre.
42. Créer des coopératives de petits planteurs et les aider relever leurs nouveaux défis technologiques, organisationnels et commerciaux peut prendre plus longtemps que prévu. Atténuation: des efforts intensifs de renforcement des capacités devraient permettre aux agriculteurs de remplir leur rôle attendu. Le problème éventuel est l'interface avec l'environnement des affaires en Tanzanie, où l'enregistrement des sociétés prend du temps. Établir les quatre ou cinq premières entreprises prendra du temps, mais le rythme devrait s'accélérer avec l'expérience acquise.
43. Bien que le montage financier soit prêt, certains retards sont possibles dans la clôture financière de l'investissement du secteur privé, dans l'attente de la résolution de certains des problèmes d'utilisation des terres comme garantie pour la plantation mère et la mise au point de l'accord de mise en œuvre entre le gouvernement et Agro EcoEnergy. Atténuation: en ce qui concerne le FIDA, le retard potentiel n'aura pas beaucoup d'impact sur le programme des plantations satellites en raison des longs délais nécessaires pour le renforcement des capacités et l'encadrement des agriculteurs qui doivent être pris en charge par le FIDA. Cependant, il serait préférable qu'une UCGP soit établie et puisse commencer à travailler au plus tôt avec Agro EcoEnergy et les agriculteurs. Le décaissement au titre du financement du FIDA pour l'aménagement physique (irrigation et préparation des terres pour les petits planteurs) commencera dès la clôture financière.
44. Il existe un risque potentiel à la réputation du FIDA dans le cofinancement du BASIC. Les investissements agricoles de grande ampleur provoquent une réaction généralement négative en Afrique, la principale critique étant celle de l'accaparement des terres. La réinstallation de 260 personnes pour établir la plantation mère pourrait donner lieu à une couverture médiatique négative et susciter l'opposition des organisations non gouvernementales internationales. Atténuation: la conformité avec les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (SECAP) renforcées du FIDA garantit que le BASIC répond aux normes environnementales et sociales acceptées par le Fonds pour l'environnement mondial et la communauté internationale. En outre, l'UCGP sera dotée d'un responsable de la communication qui interviendra en amont des problèmes, des villages aux organisations internationales et aux médias. En matière de communication, le siège du FIDA développera une stratégie de dialogue multipartite pour répondre aux différents publics par des réponses fondées sur des

données objectives, susceptibles d'être reprises ensuite par le bureau de pays du FIDA et l'UCGP.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

45. Le BASIC est conforme aux politiques du FIDA sur le ciblage, l'égalité entre les sexes, le secteur privé, le financement rural, le changement climatique, l'environnement et la gestion des ressources naturelles. La BAfD a classé le programme de plantations satellites en catégorie 1, ce qui correspond aux exigences du FIDA pour les projets de catégorie A dans le cadre de ses SECAP renforcées. Ces procédures exigent qu'un cadre de gestion environnementale et sociale et un cadre d'action de réinstallation soient entrepris pour les activités d'infrastructures liées au programme de plantations satellites (construction du barrage, des digues et des routes), qui ont été achevées et ont reçu l'agrément du gouvernement. Des évaluations de l'impact environnemental et social (EIES) approfondies et des plans d'action de réinstallation seront entrepris dès que le programme aura financé les études de conception détaillées nécessaires et les aura présentées au Conseil national de gestion de l'environnement conformément à la réglementation nationale. Agro EcoEnergy a réalisé une EIES complète en 2012, préparé un projet de plan de gestion environnementale et sociale et produit le plan d'action de réinstallation associé pour la plantation mère.

### B. Alignement et harmonisation

46. Promouvoir les investissements dans l'agriculture commerciale/les plantations satellites est la priorité du gouvernement aux termes des initiatives BRN et du Corridor Sud de croissance agricole de la Tanzanie. Le FIDA a le potentiel à la fois de mobiliser un cofinancement d'un montant notable de la BAfD et d'avoir une influence très positive sur la façon dont l'investissement du 4P et du secteur privé dans l'agriculture sera mis en œuvre en Tanzanie. Le projet sucrier et le programme BASIC, comme le premier 4P de BRN pour le gouvernement et le FIDA, sera un modèle pour 24 futurs investissements. Le BASIC aidera le MAFC à mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation visant à remédier aux effets du changement climatique telles qu'elles sont formulées dans la nouvelle politique adoptée par le MAFC pour promouvoir une agriculture capable de s'adapter au changement climatique. Au niveau local, des investissements du BASIC dans l'ensemble de la communauté soutiendront la mise en œuvre des priorités définies dans le plan de développement du district de Bagamoyo. L'expérience acquise permettra aussi d'explorer la possibilité de lancer ailleurs des initiatives similaires avec la BAfD.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

47. La production nationale de sucre augmentera de 50% dans le pays. Le district de Bagamoyo devrait connaître une forte croissance rurale, transformant les zones rurales et les moyens d'existence de leurs populations. Le gouvernement disposera d'un modèle de 4P durable, opérationnel, intelligent face au changement climatique, prenant en compte l'agriculture commerciale, les petits planteurs et l'ensemble de la communauté et pouvant être reproduit en Tanzanie et ailleurs en Afrique. Cela contribuera au dialogue autour des grands investissements agricoles et l'application des Principes directeurs relatifs aux investissements fonciers à grande échelle de l'Union africaine. Le soutien du BASIC en faveur du dialogue multipartite et d'un suivi environnemental et social interne à long terme rigoureux fixera des normes élevées de transparence et de responsabilisation des acteurs non étatiques pour les 24 futures initiatives BRN.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

48. La BAfD et le FIDA sont les principaux partenaires de développement dans le secteur de l'agriculture en Tanzanie, avec la Banque mondiale et

l'Union européenne. Le financement du département du secteur privé de la BAfD destiné à l'investissement commercial d'EcoEnergy a créé une occasion unique pour le développement de plantations satellites et le soutien aux régions avoisinantes et à l'ensemble de la population de Bagamoyo, qui, autrement, auraient été oubliés par l'investissement sucrier. Le financement collectif BAfD/FIDA du BASIC renforcera le partenariat entre les deux institutions et démontrera leur engagement en faveur de la démarche axée sur le secteur privé du gouvernement pour développer et transformer l'agriculture et pour la rendre résistante au changement climatique.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

49. Un accord de financement entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt et le don de l'ASAP seront consentis à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
50. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
51. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

52. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République-Unie de Tanzanie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quarante millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (40 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un don de l'ASAP d'un montant équivalant à sept millions cent vingt mille droits de tirage spéciaux (7 120 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)

### “Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme”

(Negotiations concluded on 29 July 2015)

IFAD Loan Number: \_\_\_\_\_

ASAP Trust Grant Number: \_\_\_\_\_

Programme Title: Bagamoyo Sugar Infrastructure and Sustainable Community Development Programme (“the Programme”)

The United Republic of Tanzania (the “Borrower/Recipient”)

and

The International Fund for Agricultural Development (the “Fund” or “IFAD”)

and

The Adaptation for Smallholder Agriculture Programme Trust Fund (the “ASAP Trust Fund”)

(each a “Party” and the three of them collectively the “Parties”)

hereby agree as follows:

#### PREAMBLE

Whereas

(A) the Borrower/Recipient has requested a loan from the Fund and a grant from the ASAP Trust Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement (the “Programme”), and

(B) (B) the Borrower/Recipient intends to obtain from the African Development Bank (“AfDB”) a loan (“AfDB Loan”) in the amount of thirty million USD to finance component 1(a) of the Programme, on terms and conditions to be set forth in an agreement between the AfDB and the Borrower/Recipient (the “AfDB Agreement”).

NOW, THEREFORE, the Parties hereto hereby agree as follows:

#### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the “General Conditions”) are annexed to this Agreement, and all

provisions thereof shall apply to this Agreement and all references to "Project" in the General Conditions shall apply to the Programme). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and the ASAP Trust Fund shall provide an ASAP Trust Grant to the Borrower/Recipient (collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

#### Section B

1. A. The amount of the IFAD Loan is SDR 40 350 000 (forty million, three hundred, fifty thousand Special Drawing Rights).

B. The amount of the ASAP Trust Grant is SDR 7 120 000 (seven million, one hundred, twenty thousand Special Drawing Rights).

2. The Loan is granted on highly concessional terms, meaning that the Borrower/Recipient shall pay to the Fund a service charge at the rate of 0.75% per annum on the principal amount of the Loan outstanding from time to time and with a maturity period of (forty) 40 years, including a grace period of (ten) 10 years.

3. The Loan Service Payment Currency shall be US Dollars.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each March 1 and September 1.

6. There shall be one Designated Account operated by of the Ministry of Agriculture, Food Security and Cooperatives ("MAFC") in the Borrower/Recipient's central bank.

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of fifteen million four hundred thousand USD (USD 15 400 000) in tax exemptions in accordance with the Borrower/Recipient's tax law, including (i) cash to offset applicable taxes to be paid by the Programme in case the Programme and Coordination Management Unit ("PCMU", as defined below) is not benefited by an efficient tax exemption mechanism, and (ii) and approximately one million five hundred thousand USD (USD 1 500 000) in cash to pay for any taxes that may apply to service providers and staff contributions paid by Government/Recipient to its National Social Security Fund ("NSSF").

#### Section C

1. The Lead Programme Agency ("LPA") shall be the Borrower/Recipient's ministry responsible for agriculture, food security and cooperatives.

2. The following are designated as additional Programme Parties: Bagamoyo EcoEnergy Tanzania Limited Company ("EcoEnergy") and other private sector partners, participating commercial banks, non-state actors and civil society groups.

3. The Programme Completion Date shall be the ninth (9th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

## Section D

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund. In addition to supervision and implementation support missions, which shall normally be carried out each six (6) months, the Fund, together with MAFC, shall conduct two mid-term reviews towards the third and seventh years of Programme Implementation Period, and these may be carried-out jointly with the AfDB.

## Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Borrower/Recipient and EcoEnergy have entered into the EcoEnergy Implementation Agreement, establishing the roles and responsibilities of the Borrower/Recipient and of EcoEnergy for the implementation of an efficient sugarcane development in the Borrower/Recipient's territory, in accordance with Section II.B.5 of Schedule 1 to this Agreement ("Implementation Agreement on Bagamoyo-EcoEnergy");
- (b) The AfDB Loan has been approved by the AfDB Board of Directors;
- (c) The Borrower/Recipient has established the Programme Coordination and Management Unit ("PCMU") within the MAFC in accordance with section II.A.3 of Schedule 1 to this Agreement, including the opening of an office in the Bagamoyo district and the recruitment of a Programme manager, a Monitoring and Evaluation (M&E) officer, a process manager for irrigation development, an irrigation engineer, a financial controller, and a procurement officer, all with terms of reference and qualifications acceptable to the Fund;
- (d) The Borrower/Recipient has submitted with confirmation of receipt by the Fund, an official confirmation of the availability of adequate counterpart funds for the first Programme Year;
- (e) The Borrower/Recipient has caused two Programme Accounts to be duly opened for programme management and counterpart funds to be operated and maintained by the PCMU and has submitted the related authorized signatories to the Fund;
- (f) The Borrower/Recipient has created a dedicated cost centre in its Financial Management Information System ("FMIS") to record the Programme's related transactions;
- (g) The Borrower/Recipient has published the amended government notice ("GN"), which updates the boundaries of its Saadani National Park, as indicated in MAFC's letter EA 10/19/01, dated April 24, 2015, and
- (h) The Borrower/Recipient has prepared a draft Programme Implementation Manual ("PIM") in accordance with section II.C.9 of Schedule 1 to this Agreement.

2. The following are designated as additional grounds for suspension:

- (a) The AfDB Loan has not become effective or the rights of the Borrower/Recipient to withdraw proceeds of the AfDB Loan have been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the AfDB Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof, or any event has occurred which, with notice or the passage of time, could result in any of the foregoing;
- (b) The Borrower/Recipient has suspended, rescinded, waived, terminated or failed to enforce the Implementation Agreement on Bagamoyo-EcoEnergy in whole or in part;

- (c) The operations of EcoEnergy, either by its own action(s) or inaction(s) or of any authority having jurisdiction over it, have been suspended in whole or in part, or in the Fund's opinion have been adversely affected so to impair EcoEnergy's ability to carry-out its obligations under the Programme or the Implementation Agreement on Bagamoyo-EcoEnergy;
- (d) The PIM, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme, and
- (e) Programme staff having received an unsatisfactory performance rating have not been dismissed.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance  
Ministry of Finance  
1 Madaraka Street  
P.O. Box 9111  
11468 Dar Es Salaam  
United Republic of Tanzania

For the Fund:

International Fund for Agricultural development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [\_\_\_\_], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

---

[Authorized Representative]  
[Title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

Kanayo F. Nwanze  
President

ADAPTATION FOR SMALLHOLDER AGRICULTURE  
PROGRAMME TRUST FUND

---

Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

## Project Description and Implementation Arrangements

**I. Programme Description**

1. Target Population. The Programme is located in the Bagamoyo district and it shall benefit villagers located within a 40 km radius ("Programme Area") from the EcoEnergy sugar mill and plantation for sugarcane development (the "Nucleus Estate"). The Programme will directly benefit sugar cane outgrower households, households producing other crops, fodder and livestock and those engaged in non-farm activities, women, youth, and resettled households and indirectly benefit the workforce for the Nucleus Estate and outgrower companies.

2. Goal. The goal of the Programme is: to contribute to the inclusive growth and rural transformation of the Bagamoyo district by empowering villages to respond to the opportunities created by the public-private-producer-partnership ("4Ps") to be set up to replace imported sugar, to develop about 11,000 ha of irrigated sugarcane (about two thirds from the Nucleus Estate and one third from outgrowers) and to build a mill to produce brown sugar, ethanol and electricity for the national grid, all with state-of-the-art modern technology and in compliance with Bonsucro social and environmental standards as published in Bonsucro's website ("Sugar Investment"), thus raising incomes, improving and diversifying livelihoods.

3. Objective. The Programme will enable participating villages to form groups to establish climate-smart sugarcane outgrower companies (the "Outgrower Companies"), other agribusinesses and small and medium enterprises ("SMEs"), underpinned by investments on participatory village land-use planning and tenure security and sustainable land and range management.

4. Components. The Programme shall consist of the following Components:

Component 1. Sugarcane Outgrower Development.

This Component shall support the construction of climate-smart bulk infrastructure for the provision of irrigation water and electricity, dykes for the protection of on-farm investments, and the establishment of about 24-36 commercial Outgrower Companies to produce irrigated sugarcane and food crops on about 3000 hectares in approximately five participating villages located within two kilometers of the Wami River, including:

Sub-Component 1.1: Bulk Infrastructure Development.

- (a) The design and construction of: (i) approximately five pumping stations and approximately 41 km of pipes and drainage network to outgrower areas, approximately 23 km of dykes, some of which shall be connected to the Nucleus Estate dykes, all along the Wami river and water storage facilities; (ii) approximately 95 km of high voltage lines and fiber optic cables connecting factory and grid, mill, outgrower pump stations and outgrower farmers and villages, approximately five high voltage and 13 low voltage transformers, approximately 33 km of haulage roads and the conversion of a train bridge to a dual-carriage bridge over the Wami river between Matipwili and the Nucleus Estate. This Financing will not finance this sub-component.

- (b) The design and construction of additional water storage facilities and support for the establishment of an entity to operate and maintain the bulk infrastructure, including operating and maintenance costs for the first three years of said entity's operations or until farm companies are operational and able to fully pay for the entity's operations costs, whichever occurs first.

Sub-Component 1.2: Establishment of Outgrower Companies and On-Farm Development. Development of technically and financially viable irrigated sugar cane farms by Outgrower Companies, and of their capacity to operate said farms efficiently and to commercially produce sugarcane in line with BONSUCRO environmental and social standards, including:

- (a) The construction of irrigated sugarcane farms by Outgrower Companies;
- (b) Comprehensive capacity building for farm company establishment and registration, irrigation design, tendering, farm business plan development, loan application and farm construction, initial planting, start-up, and operation;
- (c) Mobilisation of participating villagers into Outgrower Companies using an inclusive participatory process (for women and youth) with the local community, and
- (d) Provision of climate-smart financing to Outgrower Companies having signed cane supply agreements with EcoEnergy so that they may obtain commercial financing from banks for farm development sugarcane crop establishment, and the purchase of climate-smart equipment.

## Component 2. Climate Resilient Community Development.

This Component shall support the development of sustainable livelihood diversification and employment opportunities for the wider communities within the Programme Area, including approximately 22 agribusinesses for crop, fodder and livestock production and 500 small and medium enterprises ("SMEs"), including:

Sub-Component 2.1: Village Planning and Climate-smart Investments. Enabling approximately 27 participating villages to improve their rural livelihoods activities, through:

- (a) The initiation of climate-smart village development planning, carrying out of boundary surveys and of land use planning studies and the emission village land certificates and customary land titles ("CCROs") for individuals and companies;
- (b) The establishment of climate-smart village investments, the introduction of climate-smart agricultural technologies, climate-smart field demonstrations and capacity building for the communities on crop, fodder and livestock development, and
- (c) Comprehensive capacity building for crop, fodder and livestock production, land preparation, farm business plan development, company establishment and registration and loan application for participating agribusinesses and SMEs.

Sub-Component 2.2: Climate-smart Business Investments. Provision of climate-smart financing to agribusinesses and SMEs so that they may obtain financing from commercial banks for land preparation for conservation agriculture and crop establishment and livestock production, and the purchase of climate-smart equipment.

Sub-Component 2.3: Institutional Strengthening

- (a) Strengthening of the institutional capacity of relevant Bagamoyo District Administration (BDA) departments to implement the Programme, and provision of advisory services and training for the participating villagers on sustainable agriculture practices.
- (b) Institutional strengthening of MAFC and to the Wami-Ruvu Basin Water Office (“WRBWO”), including the preparation of climate-smart guidelines for districts and of a communication strategy and related preparation and dissemination of communication materials on climate change and on 4Ps, strengthening the hydrological monitoring capacity of the Recipient’s relevant institutions.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organization and Management

#### 1. Lead Programme Agency (“LPA”)

1.1. The LPA shall be the MAFC, which shall have the overall responsibility for the execution of the Programme.

1.2. MAFC will ensure that its procurement contract committee meets every month to review and approve Programme procurement.

#### 2. Programme Steering and Oversight

2.1. The Borrower/Recipient shall ensure Programme steering and oversight by the Big Results Now Agriculture Steering Committee under MAFC (“BRN Steering Committee”), or another suitable entity in charge of ministerial level coordination of public-private sector initiatives, with adequate human and financial resources for its responsibilities, all satisfactory to the Fund. The BRN Steering Committee shall meet at least once a year on Programme matters.

2.2. Responsibilities. The BRN Steering Committee is responsible for Programme’s steering, oversight and strategic guidance, as detailed in the PIM, including: (i) coordination of the public-private sectors’ initiatives at the ministerial level; (ii) review of the annual work plan and budget (AWPB) and of the initial Procurement Plan; (iii) review of the PIM and its subsequent revisions; (iv) vigilance over full transparency and accountability in Programme management; (v) review and follow-up of supervision and audit recommendations; (vi) promotion of cooperation with all development partners, and (v) identification of policy issues for attention by the Borrower/Recipient.

### 3. Programme Coordination and Management Unit ("PCMU")

3.1. Establishment and Composition. The Borrower/Recipient shall establish the PCMU within MAFC, in an office based in Bagamoyo town in the Programme Area, with structure, functions and responsibilities acceptable to the Fund and as detailed in the PIM. Qualified staff shall be selected according to the Borrower/Recipient's applicable procedures acceptable to the Fund. Termination of the contracts of the Programme staff shall be subject to the Fund's no-objection. PCMU staff will coordinate Programme activities with the relevant staff of the BDA.

3.2. Responsibilities. The PCMU is responsible for overall Programme implementation and coordination, including, among others: (i) preparation of the consolidated AWPBs; (ii) financial management and disbursement; (iii) procurement; (iv) Programme monitoring and evaluation; (v) knowledge management; (vi) preparation and consolidation of Statements of Expenditures, financial statements and withdrawal applications; (vii) Programme reporting; (viii) leadership in the introduction of climate-smart approaches for agricultural development; (ix) intermediate the Borrower/Recipient's interaction with the Bagamoyo district and with EcoEnergy, and (x) coordination of all Programme implementing partners, ministries and other Borrower/Recipient's bodies.

### 4. Bulk Infrastructure Operations Entity

4.1. Establishment and Responsibilities. The Borrower/Recipient shall establish an entity responsible for the administration, operation and maintenance of the bulk infrastructure for Outgrower Companies for the life of the Sugar Investment with structure, functions and responsibilities acceptable to the Fund, including a full recovery cost mechanism where the Outgrower Companies will finance the entity at full development. The entity will be mandated to manage funds received from Outgrower Companies and will open the necessary accounts.

4.2 While its capacity emerges, the entity's board will be chaired by a representative selected by MAFC and its composition will include the Programme Manager, the Bagamoyo district irrigation officer, a representative from EcoEnergy, two outgrower village chairmen, and two future Outgrower Company members.

## B. Legal Instruments for the Sugar Investment

### 5. Implementation Agreement on Bagamoyo-EcoEnergy

5.1 The Borrower/Recipient shall enter into an implementation agreement with EcoEnergy, (the "Implementation Agreement on Bagamoyo-EcoEnergy") laying out the roles and responsibilities for the development of the Sugar Investment, including the following provisions:

(a) As Borrower/Recipient's obligations, among others:

- (i) Promotion of a private sector-led sugar sub-sector and maintenance of an enabling national policy environment to promote national sugar production;
- (ii) Ensure an efficient coordination among its ministries and agencies so that EcoEnergy can complete its investment in the construction of the Nucleus Estate and of the sugar mill in the Bagamoyo district;

- (iii) Support the BDA to facilitate the acquisition of village land certificates and CCROs by individuals and companies, to implement agricultural and livestock training using climate-smart techniques and to endeavour to ensure that Outgrower Companies are good-faith partners to EcoEnergy;
  - (iv) Ensure the timely availability of funding for the outgrower development portion of the Sugar Investment;
  - (v) Provision of all support needed for outgrowers to obtain land and water rights, and register their companies, so they can access commercial funding from the banking system;
  - (vi) Provisions establishing a procurement partnership with EcoEnergy for the procurement for bulk infrastructure and on-farm development for Outgrower Companies to be undertaken by EcoEnergy consistent with the Borrower/Recipient's procurement laws and in accordance with IFAD's procurement policies;
  - (vii) Ensure the installation and operation of integrated software and accounting systems for the transparent application of the "Division of proceeds" ("DOP") formula by EcoEnergy and the Outgrower Companies, and
  - (viii) Ensure a timely supply of electricity to outgrowers either by the Tanzania Electric Supply Company ("TANESCO") or by EcoEnergy at affordable rates to the Outgrower Companies.
- (b) As EcoEnergy's obligations, among others:
- (i) Completion of its investment in the Nucleus Estate and sugar mill in line with the laws of Tanzania, the Programme's Social and Environmental Management Plan ("ESMP"), Resettlement Action Framework ("RAF") and any social and environmental instruments prepared and adopted for the Programme (collectively, the "Safeguards Documents") and with environmental and social safeguards, policies and procedures of IFAD, AfDB and ASAP;
  - (ii) Undertake the procurement of bulk infrastructure and on-farm development for Outgrower Companies for the outgrower programme at cost on behalf of the Borrower/Recipient;
  - (iii) Provision of technical support at cost to Outgrower Companies for the design and procurement of on-farm irrigation development;
  - (iv) Provision of technical training for Outgrower Companies in all aspects of irrigated sugarcane crop husbandry;
  - (v) Maintenance of the seed cane nursery and ensure the provision of planting material and other inputs (such as agro-chemicals and fertiliser) to Outgrower Companies at cost during the life of the Sugar Investment;
  - (vi) Ensure the processing of all cane produced by the participating Outgrower Companies having signed cane supply agreements with EcoEnergy;

- (vii) Enter into cane supply agreements with Outgrower Companies that adopt the DOP formula with the inclusion of all cane by-products in the DOP calculation;
- (viii) Ensure that at least 1/3 of the mill capacity is allocated to the Outgrower Companies that enter into cane supply agreements with EcoEnergy, and
- (ix) Establishment of a computerised weighing, accounting and payments system from the weigh bridge to the assessment of sucrose content for all cane provided by Outgrower Companies to ensure the initial payment to said companies within 30 days of delivery, with the reconciling final payment at the end each season.

#### 6. Memoranda of Understanding (MOUs) with Participating Commercial Banks

6.1. For the provision of climate-smart financing under Components 1.2(d) and 2.2. the PCMU, on behalf of the MAFC, shall enter into MOUs with participating commercial banks, laying out the financing modalities for channelling Loan proceeds for incremental climate-smart financing to Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs, in form and substance satisfactory to IFAD. The MOUs shall provide, among other things, the obligations of the participating commercial banks and the terms and conditions for IFAD's Financing and to be channelled by the participating commercial banks to the targeted beneficiaries.

6.2. Participating commercial banks will provide commercial medium to long-term financing from their own resources for Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs. IFAD climate-smart financing will cover the incremental cost of purchasing climate-smart equipment and applying climate-smart technologies, and will be disbursed to cover the final loan repayments of the Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs to the banks.

### C. Implementation of Components

#### 7. Component 1: Sugarcane Outgrowing Development

7.1. Sub-component 1.1(a) will be financed by the AfDB and designed in line with the Borrower/Recipient's national guidelines for participatory smallholder irrigation investments. For sub-components 1.1. (b) and 1.2, the PCMU will be responsible for working with EcoEnergy, which will undertake the procurement and supervision of civil works and to provide technical backstopping on irrigation development and water management and irrigated sugarcane cropping to the PCMU, Outgrower Companies and to the entity operating the bulk infrastructure. The PCMU will be responsible for the contracting of a long-term capacity building service provider to mobilise villagers to create Outgrower Companies, and for the establishment of the Bulk Infrastructure Operations Entity in accordance with the section II.A.4 above. The PCMU and the long-term capacity building service provider will use an inclusive approach for the inclusion of youth and women and disadvantaged villagers when mobilising Outgrower Company members. The Borrower/Recipient will ensure that Outgrower Companies receive a reliable supply of power to operate their bulk infrastructure and their on-farm irrigation equipment to ensure water for the sugarcane plantations. For sub-component 1.2(d), the PCMU and the long-term service provider will develop operational modalities for helping Outgrower Companies to obtain financing from commercial banks for the purchase of climate-smart farm equipment and sugarcane establishment.

## 8. Component 2: Climate Resilient Community Development

8.1. Programme activities under this component will be implemented by the PCMU and by the BDA, together with the authorities of the participating villages. The BDA, with technical backstopping from the PCMU, is responsible for participatory village land use planning, land titling and infrastructure assessment and for undertaking climate-smart field demonstrations. The PCMU will be responsible for the execution of village infrastructure investments and climate-smart household technology investments, for the procurement of equipment and vehicles for BDA and WRWBO and for contracting a long-term capacity building service provider to mobilise villagers for managing and operating their village infrastructure, and promoting the formation of registered agribusiness companies and SMEs. The PCMU and the long-term capacity building service provider will use an inclusive approach for the inclusion of youth and women and disadvantaged villagers when mobilising agribusinesses and SMEs company members. Household mentoring will also be provided. WRWBO will be responsible for hydrological monitoring of the Wami river. For sub-component 2.2, the PCMU and the long-term service provider will develop operational modalities for helping agribusinesses and SMEs to obtain financing from commercial banks for the purchase of climate-smart farm equipment and selection of climate-smart production activities.

## 9. Programme Implementation Manual ("PIM")

9.1 Preparation. The LPA shall prepare a draft PIM which shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Programme staff, consultants and likely service providers;
- (b) Criteria for the performance appraisal of the Programme and of Programme professional staff;
- (c) Modalities for providing IFAD climate-smart financing to Outgrower Companies, agribusiness and SMEs;
- (d) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System;
- (e) Guiding principles for the preparation of the cane supply agreement, and
- (f) Programme operational, financial and procurement procedures.

9.2 Approval and Adoption. The LPA, shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The LPA shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the LPA shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the ASAP Trust Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| Category                 | Loan Amount Allocated<br>(expressed in SDR) | ASAP Trust Grant Amount Allocated<br>(expressed in SDR) | Percentage |
|--------------------------|---|---|------------|
| A. Works                 | 10 000 000                                  | 2 240 000   |            |
| B. Vehicles              | 1 250 000                                   | 450 000   |            |
| C. Equipment, material   | 650 000                                     | 190 000   |            |
| D. Grants                | 3 750 000                                   | -   |            |
| E. Consultancies         | 8 200 000                                   | 2 300 000   |            |
| F. Trainings & Workshops | 2 500 000                                   | 830 000   |            |
| G. Salaries & Allowances | 4 900 000                                   | 390 000   |            |
| H. Operating expenses    | 5 050 000                                   | -   |            |
| I. Unallocated           | 4 050 000                                   | 720 000   |            |
| <b>TOTAL</b>             | <b>40 350 000</b>                           | <b>7 120 000</b>  |            |

- (i) The Financing is 100% net of applicable taxes and counterpart contribution. The Loan will finance all activities under component 1 for outgrowers.
- (ii) The ASAP Trust Grant shall only finance expenditures under component 2, while climate-smart grants for Outgrower Companies, agribusinesses and SMEs under both components shall be financed by the Loan.
- (iii) Activities under component 2 are financed both by the Loan and the ASAP Trust Grant, and the Financing share is at 55% Loan and 45% ASAP Trust Grant respectively for each expenditure financed by both the ASAP Trust Grant and the Loan.
- (iv) Operating expenses include maintenance costs of the bulk infrastructure after construction amounting to USD 2,400,000 and it will be available after the tendering of bulk infrastructure works financed by AfDB under component 1.

## Schedule 3

### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project/Programme:

#### I. Social and Environmental Compliance

1. The Borrower/Recipient shall ensure that the Programme is carried out in accordance with the Safeguards Documents.
2. To that end, the Borrower/Recipient shall take the following measures:
  - (a) If any activities included in a proposed AWPB would require the preparation and adoption of additional safeguard instruments as per the ESMP no such activities shall be implemented unless and until said instrument(s) has(have) been prepared, furnished to the Fund as part of the AWPB and subsequently approved by the Fund.
  - (b) In addition to paragraph (a) above, if any activities included in a proposed AWPB would involve resettlement, the Borrower/Recipient, prior to the initiation of such activities, shall provide to the Fund a report on the status of compliance with the requirements of the RAF, including allocation and payment by the Borrower/Recipient to the displaced persons of the amounts that are required to be paid as compensation in accordance with a schedule acceptable to the Fund and other provisions of the RAF.

#### II. Implementation

1. In order to ensure the effective implementation of the Programme, the Borrower/Recipient undertakes to:
  - (a) Cause the relevant contracts for the construction of bulk infrastructure to be tendered before IFAD approves any funding for physical works for on-farm construction under the Financing;
  - (b) Cause the relevant contracts for the construction of the water storage facilities to be tendered before IFAD approves any funding for on-farm physical development under the Financing;
  - (c) Cause the relevant flood protection barriers to be tendered before IFAD approves funding of outgrower on-farm physical development.
  - (d) Cause the signature of the two long-term contracts for capacity building within nine months from the signature of this Agreement;
  - (e) Adopt performance-based contracts, carry-out regular performance evaluations and immediately dismiss non-performing staff;
  - (f) Take all necessary measures to ensure the continuous and reliable supply of electricity to Outgrower Companies by TANESCO provided that in any case the electricity price shall be affordable to the Outgrower Companies. If TANESCO is

unable to ensure a reliable supply of electricity, provision will be for EcoEnergy to supply electricity at cost directly from its sugar mill;

- (g) Adopt land preparation construction standards up to those adopted for the Nucleus Estate for outgrower infrastructure, dyke and haulages roads and on-farm construction, and ensure compatibility of the bulk irrigation and drainage equipment to facilitate shared spares stockholding and its operation and maintenance;
- (h) Take all necessary measures to provide adequate and continuous flow of water to the Programme Area, specially to the villages, Outgrower Companies, the Nucleus Estate, and the mill, so to ensure proper irrigation of the outgrowers' and of the Nucleus Estate's sugarcane, including expedited review and approval of water permit request, and

Within the first year of Programme Implementation Period, to cause an accounting software acceptable to the Fund for managing the Programme's financial reporting shall have been installed and become operational and whilst the Programme is in the process of procuring and installing the accounting software, to maintain appropriate manual double-entry accounting records.

## Logical framework

| Narrative Summary   | Key Performance Indicators<br>(* denotes ASAP and/or RIMS indicator)  | Means of Verification  | Assumptions (A) / Risks (R)  |
|---|---|--|--|
| <b>Goal:</b>  |   |  |  |
| Contribute to growth of Bagamoyo District, by empowering villages to respond to opportunities generated by the sugar investment, thus raising income, improving livelihoods and sustainably transforming the rural economy. | 0.1 Improved incomes (increase in the HH asset indicator) (*)<br>0.2 Improved food security (decrease in the length of the hungry season; decrease in child malnutrition levels) (*)<br>0.3 Improved ability to cope with shocks (*) as evidenced by decline in food assistance to programme area from current 10% of households<br>0.4 National sugar production rises from current 300,000 to 450,000 t with EcoEnergy production   | - Baseline, midline and endline HH surveys<br>- Sugar Board of Tanzania (SBT)  | (A) Continuing stable national macroeconomic environment, including management of sugar imports & tariffs<br>(R) Financial close between GOT and EcoEnergy achieved, mill & nucleus estate established   |
| <b>Project Development Objective:</b>   |   |  |  |
| Enable programme villages to achieve higher stable yields using a private-sector driven approach, underpinned by land tenure security improved infrastructure and access to modern climate-smart production technologies.   | 0.5 27 village land registries established and issuing certificates of customary right of occupancy (CCROs)<br>0.6 Total direct outreach for about 11,000 households: Participating households and number of people (disaggregated by sex; and by type of intervention, including support for coping with climate change and employment creation) (*)<br>0.7 Annual yields of cane and other crops through time to show variance and assess resilience during dry and flood periods<br>0.8 27 villages (20,000 households) with improved infrastructure (including water) for agricultural production and processing (27 villages with water infrastructure established) (*)<br>0.9 20,000 poor smallholder households supported in coping with the effects of climate change (*) | - District agricultural production annual reports<br>- PCMU quarterly progress reports and company annual reports                          | (A) Villages establish land registries and issue CCROs to companies<br>(A) Outgrower and other villages infrastructure development successfully implemented<br>(A) Capacity-building and mobilization of villagers into companies successful<br>(A) District technical services provide training in climate-smart technologies |
| <b>Outcome 1 (Sugarcane outgrower development – IFAD and AfDB financing)</b>  |   |  |  |
| Establishment of profitable outgrower companies producing irrigated sugarcane and other crops in line with environmental standards and norms for company sustainability.  | 1.1 Achievement of Bonsucro mark by mill and outgrowers<br>1.2 Full cost recovery for bulk infrastructure operation and management<br>1.3 Smallholder companies sustainable (cost of sales less than 65% of revenue) and distributing dividends to shareholders   | - Company annual reports<br>- EcoEnergy semi-annual report<br>- External assessment at PY7<br>- Bulk infrastructure annual company reports | (A) Outgrower companies follow modern cane planting and green-harvesting technologies<br>(A) Outgrower companies save depreciation & have audited accounts   |
| Outputs: About 24 commercial outgrower companies/entities managing 3000 ha of irrigated land, with medium and short-term financing from banks, selling 300,000-400,000 T of cane to EcoEnergy under transparent CSA.        | 1.4 Bulk infrastructure partially operational by PY 3, fully by PY5<br>1.5 Equipment and cane planting financing obtained from banks<br>1.6 24 outgrower farms built by PY 7<br>1.7 3,000 ha sugarcane planted by PY7 (375 ha in PY3; 750 in PY4; 1,000 in PY 5; 875 in PY 6)<br>1.8 Yield of 95 t/ha and 12% sucrose content achieved  | - Company reports and accounts<br>- EcoEnergy mill quarterly statistics<br>- PCMU quarterly progress reports                               | (A) TANESCO provides electricity as foreseen<br>(A) Cane supply agreements signed by companies and EcoEnergy for fair DOP<br>(A) Timely supply of inputs and technical knowledge by EcoEnergy to outgrowers  |

| Narrative Summary   | Key Performance Indicators<br>(* ) denotes ASAP and/or RIMS indicator  | Means of Verification   | Assumptions (A) / Risks (R)   |
|---|--|---|---|
| <b>Outcome 2 (Climate-resilient community development – IFAD and IFAD ASAP financing)</b>   |  |   |   |
| Establishment of profitable agribusinesses and SMEs using climate-smart techniques to produce food and livestock products for people working in the sugar sub-sector.             | <b>2.1</b> Yields by crop, meat and milk production through time<br><b>2.2</b> About 22 agribusinesses and 500 SMEs (cost of sales less than 65% of revenue) and providing income to shareholders<br><b>2.3</b> About 8500 ha of land managed under climate-resilient practices using conservation agriculture and range management (*)  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Company reports and accounts</li> <li>- District prod stats</li> <li>- Agribusiness/SME reports</li> </ul> | (A) Capacity-building with smallholders empowers them and builds confidence and capacity  |
| Outputs: About 22 climate-smart agribusinesses and 500 small and medium businesses operating in 22 villages, growing and advancing to commercial scale with financing from banks. | <b>2.4</b> Climate-smart village infrastructure established in 22 villages (*)<br><b>2.5</b> Climate-smart demos in 27 villages for 3 years, no of people who adopt (*)<br><b>2.6</b> No of groups involved in climate risk and natural resource management (*)<br><b>2.7</b> Agribusinesses established: 3 in PY4, 6 PY5, 8 PY6, 5, PY 8<br><b>2.8</b> SMEs established: 50 in PY3, 100 PY4, 150 PY 5, 200 PY 6 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Company reports and accounts</li> <li>- District agricultural production annual reports</li> </ul>         | (A) Equipment financing obtained by companies from banks<br>(A) Able to purchase suitable equipment and labour saving mechanization |